

DÉFENSE NATIONALE : POURQUOI LA SOCIÉTÉ CIVILE DOIT-ELLE REDEVENIR UN ACTEUR STRATÉGIQUE ?

DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL MARQUÉ PAR LE RETOUR DES CONFLITS DE HAUTE INTENSITÉ ET L'ESSOR DES MENACES HYBRIDES, PLUS QUE JAMAIS LA DÉFENSE NE PEUT ÊTRE LE SEUL DOMAINE DES ETATS ET DES ARMÉES

PUBLIÉ LE 14 AVRIL 2026 À 06:13 - MAJ 14 AVRIL 2026 À 6:10



Un instructeur de l'armée française enseigne des techniques d'intervention à des volontaires du service militaire français lors d'une journée presse à la base militaire de Toulon, dans le sud de la France, le jeudi 19 février 2026. - Philippe Magoni/AP/SIPA/Philippe Magoni/AP/SIPA

« Il n'est possible à un peuple d'être efficacement pacifique qu'à condition d'être toujours prêt à la guerre. » C'est le message qu'adressa Raymond Poincaré au Parlement en 1913 lors de son élection à la présidence de la République.

Dans un contexte international marqué par le retour des conflits de haute intensité et l'essor des menaces hybrides, plus que jamais la défense ne peut être le seul domaine des Etats et des armées.

Les échanges récents tenus à l'occasion du Forum de Paris pour la Défense et la Stratégie, lors d'une séquence organisée par l'Institut Aspen France, ont confirmé une conviction largement partagée : la défense est l'affaire de la société dans son ensemble.

Cette évolution appelle à un rappel. La défense n'est pas seulement une fonction régalienne : elle est un projet collectif.

Une défense globale à l'épreuve des conflits hybrides

La notion de défense ne se limite pas à la protection du territoire par les forces armées, mais englobe la résilience des infrastructures critiques, la sécurité économique, la lutte informationnelle et la cohésion démocratique.

Les conflits dits de « zone grise » visent moins à détruire qu'à fragiliser : désinformation, polarisation sociale, cyberattaques, érosion de la confiance dans les institutions. Leur objectif est clair : affaiblir les sociétés de l'intérieur sans franchir le seuil de la guerre ouverte.

Face à ces stratégies, la seule réponse militaire est insuffisante. La véritable ligne de front est sociétale. C'est pourquoi une approche globale impliquant les entreprises, les collectivités, les universités, les associations et les citoyens est indispensable.

L'importance d'une planification globale de la préparation de la société à la défense est essentielle. Il faut organiser la mobilisation de tous autour d'un langage commun, de rôles clairs et de mécanismes de coordination efficaces.

Les exemples lituanien (« Total and Comprehensive Defense ») et danois (« Total preparedness strategy ») montrent qu'une telle approche systémique est non seulement possible, mais déjà à l'œuvre en Europe. Le Forum pour la paix organisé par la région Normandie revêt aussi cette dimension de mobilisation des acteurs d'un territoire autour de politiques publiques qui accompagnent la résilience des populations.

Les entreprises, pivots d'une résilience opérationnelle

Les entreprises sont des acteurs de souveraineté. Engagement dans la garde nationale, continuité des activités en situation de crise, sécurisation des chaînes d'approvisionnement, innovation : elles participent directement à la résilience nationale.

A ce jour, un réserviste sur 5 est issu de grandes entreprises ; la garde nationale doit doubler ses effectifs d'ici 2030, passant de 82 000 à 160 000 personnes. L'implication du monde l'entreprise est indispensable avec une reconnaissance pleine et entière de leur rôle stratégique dans les politiques de défense.

En renforçant cette capacité, les sociétés civiles contribuent ainsi à une « dissuasion par impossibilité de succès » (deterrence by denial) en rendant la société suffisamment résiliente pour décourager toute tentative de déstabilisation. L'enjeu n'est donc pas de créer ex nihilo une mobilisation, mais de l'organiser, de la coordonner et de lui donner un cadre stratégique.

Vers une culture stratégique réellement partagée

La mobilisation de la société ne peut être décrétée, elle se construit par l'éducation, la formation continue, la diffusion d'une culture stratégique et l'engagement de relais de confiance (enseignants, dirigeants, personnalités populaires).

Les organisations non gouvernementales, les cercles de réflexion et les associations jouent un rôle structurant. Ils contribuent à éclairer le débat public et à créer des passerelles entre institutions, entreprises et citoyens. C'est ce qui anime la communauté des instituts Aspen à travers le monde pour faire dialoguer les différentes sphères de la société sur les grands enjeux contemporains avec l'ambition d'un progrès commun.

La société est souvent prête à s'engager, à condition qu'on lui donne les moyens, le cadre d'action et le récit pour la mobiliser.

La France dispose d'une tradition stratégique forte, mais encore trop confinée à des cercles spécialisés. Il est essentiel de la diffuser plus largement. Cela suppose de renforcer les dispositifs existants (Garde nationale, programmes éducatifs), de créer de nouveaux formats d'engagement et d'impliquer pleinement les territoires et les acteurs locaux.

A l'échelle européenne, cela implique aussi de mieux articuler les politiques de défense et les stratégies de soutien à la société civile, aujourd'hui encore trop cloisonnées et sous-investies. Or cet investissement a un avantage considérable, c'est son faible coût.

Goran Buldioski, chercheur à la Hertie School de Berlin estime son montant à 0,1% de la stratégie européenne « Readiness 2030 » (qui vise à stimuler les investissements de défense), soit 150 millions d'euros qui représentent le coût de deux Rafale.

Construire une défense inclusive, crédible et durable

Il ne s'agit pas de militariser la société, mais de reconnaître que la sécurité est un bien commun. Une défense moderne repose sur la confiance, la coopération et la capacité à mobiliser rapidement l'ensemble des ressources d'une nation.

C'est notre capacité d'adaptation qui est mise à l'épreuve face au risque de conflit comme elle l'est face au risque de catastrophe naturelle. Les populations doivent contribuer aux gestes qui sauvent. Cette capacité d'adaptation est le socle de notre résilience collective.

Dans un contexte de contraintes budgétaires et d'incertitudes croissantes, la société civile apparaît ainsi comme un multiplicateur de puissance : elle renforce la résilience, diminue les coûts, stimule l'innovation et consolide la légitimité démocratique.

Conclusion

La défense est entrée dans une nouvelle ère. Elle doit être envisagée comme un projet collectif, européen, en lien avec la société civile. Reconnaître la société civile comme un acteur stratégique et structurer son engagement doivent être des priorités. C'est à cette condition que nous construirons une défense à la hauteur des enjeux contemporains : robuste, résiliente et profondément démocratique.

- Anne-Gabrielle Heilbronner, présidente de l'Institut Aspen France
- Jean-Christophe Bas, vice-président de l'Institut Aspen France
- Dorothee Belle, associée au sein du cabinet EY, réserviste
- Goran Buldioski, Senior fellow at the Hertie School, affiliated with the Jacques Delors Institute
- Général Dominique Trinquand, Président de DHT Conseil ; Administrateur de l'Institut Aspen France